



PASCAL BERNARD
Expert-comptable
Inscrit au tableau de l'ordre de Poitiers
Inscrit au tableau de l'ordre d'Angers
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Poitiers

Adecia
experts-comptables

MAISON FAMILIALE RURALE D'EDUCATION & D'ORIENTATION

Secteur services

Le Pavé

17 210 CHEVANCEAUX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024

présenté à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 21 MARS 2025

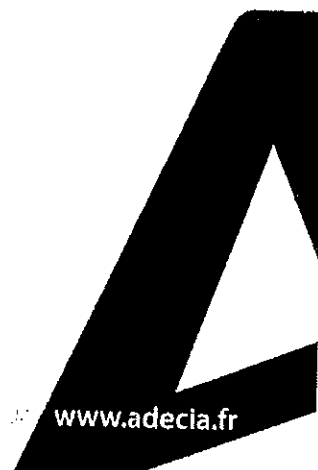
5, rue Paul-Émile Victor - BP 50282
85007 LA ROCHE-SUR-YON CEDEX
02 51 37 07 78
p.bernard@adecia.fr

ANGERS CHALLANS CHOLET LA ROCHE-SUR-YON LES HERBIERS NANTES NORD ET SUD NIORT

TVA intracommunautaire FR 73 414 142 043 APE 6920Z SIRET 414 142 943 00029
Membre d'une Association Agréée, le règlement des honoraires par chèque est accepté

TELEPHONE 02 51 37 07 78

www.adecia.fr





MAISON FAMILIALE DE CHEVANCEAUX Secteur Services

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2024

A l'assemblée générale de l'Association MFR,

OPINION

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « **MAISON FAMILIALE RURALE** » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de mon rapport.



Adecia
experts-comptables

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Je me suis assuré de la pertinence des approches mises en œuvre par la société sur la base des éléments disponibles à ce jour, ainsi que du caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations qui en résultent.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière du Conseil d'Administration et les comptes annuels adressés aux membres.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultats d'erreurs.



Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de la continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



Adecia
experts-comptables

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à La Roche-sur-Yon,

Le 27 février 2025

Pascal BERNARD

Commissaire aux comptes

2050
BILAN ACTIF

EXERCICE Du 01/01/2024 Au 31/12/2024

Durée de l'exercice		12 mois		Durée de l'exercice précédent		12 mois					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		Brut		Amort. et prov.		Net N		Net N-1		
		Capital souscrit non appelé (I)	AA								
		Frais d'établissement	AB		AC						
		Frais de développement	CX		CQ						
		Concessions, brevets et similaires	AF	13 698	AG	11 466	2 231	6 355			
		Fonds commercial (1)	AH		AI						
		Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK						
		Avances et acomptes sur immob. incorp.	AL		AM						
		Terrains	AN	11 184	AO		11 184	11 184			
		Constructions	AP	3 011 216	AQ	1 706 889	1 304 327	1 352 924			
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Inst. techn. maté. et outillage indus.	AR	43 353	AS	36 931	6 422	1 435			
		Autres immobilisations corporelles	AT	934 043	AU	907 778	26 264	28 684			
		Immobilisations en cours	AV		AW						
		Avances et acomptes	AX		AY						
		Participation évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT						
		Autres participations	CU	3 844	CV		3 844	3 844			
		Créances rattachées à des participations	BB		BC						
		Autres titres immobilisés	BD		BE						
		Prêts	BF		BG						
		Autres immobilisations financières	BH	16 240	BI		16 240	16 240			
		TOTAL (II)	BJ	4 033 581	BK	2 663 065	1 370 515	1 420 671			
ACTIF CIRCULANT	STOCKS	Matières premières Appro.	BL	2 228	BM		2 228	4 812			
		En cours de produc. de biens	BN		BO						
		En cours de produc. de services	BP		BQ						
		Produits inter. et finis	BR		BS						
		Marchandises	BT		BU						
		Avances et acomptes versés sur commande	BV		BW						
		Clients et comptes rattachés (3)	BX	152 081	BY	78 741	73 340	139 899			
	Comptes de régularisation	CREANCES	Autres créances (3)	BZ	10 846	CA		10 846	40 792		
			Capital souscrit appelé non versé	CB		CC					
			V.M.P. dont actions propres :	CD	222 880	CE		222 880	2 880		
		DIV.	Disponibilités	CF	210 116	CG		210 116	274 529		
			Charges constatées d'avance (3)	CH	14 143	CI		14 143	14 734		
			TOTAL (III)	CJ	612 296	CK	78 741	533 555	477 648		
			Frais d'émission d'emprunts à étaler (IV)	CW							
			Prime de remb. des obligations (V)	CM							
			Ecart de conversion actif (VI)	CN							
			TOTAL GENERAL (I à VI)	CO	4 645 877	1A	2 741 807	1 904 070	1 898 319		
Droit au bail			(2) à - 1 an	CP		(3) à + 1 an	CR				
Clause de réserve de propriété - immob			stocks			créances					

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

2023

ISTEA 2024 - 6 - 3 - 1

20/02/2025:17:18

2051

BILAN PASSIF avant répartition

EXERCICE Du 01/01/2024 Au 31/12/2024

					N	N-1	
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)	(dont versé :)		DA	503	503	
	Primes d'émission, de fusion, d'apport,			DB			
	Ecart de réévaluation (2)	(dt écart d'équivalence)	EK	DC			
	Réserve légale (3)			DD			
	Réserves statutaires ou contractuelles			DE			
	Réserves réglementées (3) (dt rés. spéc. prov. pour fluctuation des cours)	B1		DF			
	Autres Réserves (dt réserve relative achat oeuvres origin. art. vivants)	EJ		DG	70 825	70 825	
	Report à nouveau			DH	191 862	151 075	
	Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)			DI	77 015	40 786	
	Subventions d'investissement			DJ	752 030	781 026	
	Provisions réglementées			DK			
				TOTAL (I)	DL	1 092 237	1 044 217
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs			DM			
	Avances conditionnées			DN			
			TOTAL (II)	DO			
PROV. RISQUES CHARGES	Provisions pour risques			DP	77 334	61 556	
	Provisions pour charges			DQ			
				TOTAL (III)	DR	77 334	61 556
DETTES	Emprunts obligataires convertibles			DS			
	Autres emprunts obligataires			DT			
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)			DU	549 154	619 990	
	Emprunts et dettes financières divers	(dont emprunts participatifs)	EI	DV	50 556	53 043	
	Avances et Acomptes reçus sur commandes en cours			DW			
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés			DX	58 454	47 893	
	Dettes Fiscales et Sociales			DY	75 949	67 745	
	Dettes sur Immobilisations et Comptes rattachés			DZ			
	Autres Dettes			EA		3 873	
CPT. REGU	Produits constatés d'avance (4)			EB	384		
				TOTAL (IV)	EC	734 499	792 546
	Ecart de conversion passif			(V)	ED		
				TOTAL GENERAL (I à V)	EE	1 904 070	1 898 319

RENOIS	(1) Ecart de réévaluation incorporé au capital	IB		
	(2) Dont réserve spéciale de réévaluation (1959)	IC		
	(2) Dont écart de réévaluation libre	ID		
	(2) Dont réserve de réévaluation (1976)	IE		
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme	EF		
	(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	238 761	204 809
	(5) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques et CCP	EH	191	184

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

2023
ISTEA 2024 - 6 - 3 - 1
20/02/2025:17:18

2052
COMPTE DE RESULTAT DE
L'EXERCICE

EXERCICE Du 01/01/2024 Au 31/12/2024

	France		Exportation		Total		Exercice N-1
	FA		FB		FC		
Ventes de marchandises					FF	38 383	45 269
Production vendue - biens	FD	38 383	FE				
Production vendue - services	FG	547 367	FH		FI	547 367	602 738
Chiffre d'affaires net	FJ	585 751	FK		FL	585 751	648 007
Production stockée					FM		
Production immobilisée					FN		
Subventions d'exploitation					FO	623 371	562 741
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges (9)					FP	74 356	58 217
Autres produits (1) (11)					FQ	3 054	2 707
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (2) (I)					FR	1 286 533	1 271 673
Achats de marchandises (y compris droits de douane)					FS		
Variation de stocks (marchandises)					FT		
Achats matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)					FU	91 468	94 586
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)					FV	2 583	-2 594
Autres achats et charges externes (3)					FW	288 425	281 734
Impôts taxes et versements assimilés					FX	9 853	11 435
Salaires et traitements					FY	520 289	573 861
Charges sociales (10)					FZ	164 340	171 156
Dotations d'exploitation sur immobilisations - dotations aux amortissements					GA	77 151	107 879
Dotations d'exploitation sur immobilisations - dotations aux provisions					GB		
Dotations d'exploitation sur actif circulant - dotations aux provisions					GC	30 556	10 672
Dotations d'exploitation pour risques et charges - dotations aux provisions					GD	15 778	37 306
Autres charges (12)					GE	41 235	1 578
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (4) (II)					GF	1 241 682	1 287 616
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)					GG	44 850	-15 943
Bénéfice attribué ou perte transférée				(III)	GH		
Perte supportée ou bénéfice transféré				(IV)	GI		
Produits financiers de participations (5)					GJ		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK		
Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL	2 595	14 584
Reprises sur provisions et transferts de charges					GM		
Différences positives de change					GN		
Produits nets sur valeurs mobilières de placement					GO		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)					GP	2 595	14 584
Dotations financières aux amortissements et provisions					GQ		
Intérêts et charges assimilées (6)					GR	15 939	17 460
Différences négatives de change					GS		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placements					GT		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (VI)					GU	15 939	17 460
2 - RESULTAT FINANCIER (V) - (VI)					GV	-13 343	-2 875
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV + V - VI)					GW	31 507	-18 819

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

2053
COMPTE DE RESUTAT (suite)

EXERCICE Du 01/01/2024 Au 31/12/2024

		Exercice N	Exercice N - 1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	7 746	3 986
Produits exceptionnels sur opérations en capital	HB	40 178	57 706
Reprise sur provisions et transferts de charges	HC		
Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	47 924	61 693
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6bis)	HE	2 053	1 967
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	HF	362	120
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	HG		
Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	2 416	2 087
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	HI	45 508	59 606
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	HJ		
Impôts sur les bénéfices (X)	HK		
Total des produits (I+III+V+VII)	HL	1 337 052	1 347 950
total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	HM	1 260 037	1 307 163
5 - BENEFICE OU PERTE (Total produits - total des charges)	HN	77 015	40 786

(1) dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO		
(2) dont produits de locations immobilières	HY		
(2) dont produits d'exploit. afférents à des exercices antérieurs (à dét. au (8)	IG		
(3) dont crédit-bail mobilier	HP		
(3) dont crédit-bail immobilier	HQ		
(4) dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antér. (à dét. au (8)	IH		
(5) dont produits concernant les entreprises liées	IJ		
(6) dont intérêts concernant les entreprises liées	IK		
(6bis) dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art 238b du CGI)	HX		
(6ter) dont amortissement des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)	RC		
(6ter) dont amortissement exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)	RD		
(9) dont transferts de charges	A1	22 333	16 954
(10) dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A2		
dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG/CRDS	A5		
(11) dont produits redevances pour concessions de brevets, de licences	A3		
(12) dont charges redevances pour concessions de brevets, de licences	A4		
(13) dont primes et cotisations sociales professionnelles			
FacultatIVES	A6		
Obligatoires	A9		
dont cotisations facultatives Madelin	A7		
dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite	A8		
(7) Détail des produits et des charges exceptionnels (détail en annexe page suivante)			
(8) Détail des produits et des charges sur exercices antérieurs (détail en annexe page suivante)			

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- * continuité de l'exploitation,
 - * permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - * indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.
La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques,

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

Le PCG approuvé par arrêté ministériel du 22 juin 1999

la loi n° 83 353 du 30 Avril 1983

le décret 83 1020 du 29 Novembre 1983

les règlements comptables :

- * 2000-06 et 2003-07 sur les passifs
- * 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs
- * 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs
- * 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif

Changements de méthode

Pour la première application des règlements comptables 2002-10 et 2004-06, la société a opté pour un traitement prospectif.
Cette option n'a pas entraîné un impact sur les capitaux propres d'ouverture.

L'application des nouvelles règles comptables n'a pas entraîné pour la société d'impact sur la situation nette.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Le coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escompte de règlement.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Conformément aux nouveaux règlements, les amortissements comptables sont désormais calculés sur la durée réelle d'utilisation du bien.

Concernant les biens non décomposables à l'origine, il est fait application de la mesure de simplification consistant à amortir les biens sur les durées d'usage (avis 2005-D du 1er juin 2005 du Comité d'urgence du CNC)

Les durées d'usage retenues pour le calcul de l'amortissement sont les suivantes :

* Constructions	15 à 50 ans
* Agencements et aménagements des constructions	5 à 15 ans
* Installations techniques	1 à 10 ans
* Matériel et outillage industriels	1 à 10 ans
* Installations générales	1 à 10 ans
* Matériel de bureau et informatique	1 à 10 ans

La valeur résiduelle n'a été prise en compte pour aucun des éléments d'actifs compte tenu de l'absence de critères de fiabilité sur les valeurs attribuées.

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

EVENEMENTS IMPORTANTS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun évènement significatif n'est à signaler

PROJET ASSOCIATIF

Le Conseil d'administration a finalisé la réécriture du projet d'association 2022/2026. Une première partie est consacrée à l'évaluation du dernier projet. Le projet 2022/2026 se décline en 6 items dans lesquels nous retrouvons ce à quoi tient la MFR, la déclinaison en axe, les critères et indicateurs de réussite;

ITEM 1 : la vie associative

ITEM 2 : l'accueil du public

ITEM 3 : le projet éducatif

ITEM 4 : le projet pédagogique

ITEM 5 : le développement

ITEM 6 : la MFR dans son territoire

Le projet d'association inscrit la démarche RSO dans ces différents engagements.

Une première évaluation a été faite en décembre 2023

Choix du CA de ne pas renouveler le label RSO.

ENGAGEMENT EN MATIERE DE RETRAITE

L'association poursuit la comptabilisation des engagements retraite

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DE L'EXERCICE 2024

Rappel des effectifs

117 élèves en 2020-2021 (au 01/10/2020)
 105 élèves en 2021-2022 (au 01/10/2021)
 117 élèves en 2022-2023 (au 03/10/2022)
 119 élèves en 2023-2024 (au 02/10/2023)
 111 élèves en 2024-2025 (au 01/10/2024)

Mouvement du personnel sur l'exercice :

Embauche et sortie dans l'année

NOM PRENOM	date d'entrée	date fin de contrat
LINDAU FIONA	21/08/2023	23/07/2024
PONS-ROULET BAPTISTE	04/09/2023	27/03/2024
PAURON MARIE CHRISTINE	19/11/2023	24/01/2024
PAURON MARIE CHRISTINE	22/04/2024	26/04/2024
LEPARC CELINE	30/09/2022	26/03/2024
BERTRAND MANON	07/11/2022	05/07/2024
BOURNET RACHIDA	14/11/2023	31/01/2024
LOISEAU CATHERINE	15/11/2023	24/01/2024
CARRE SANDRINE	01/03/2024	01/03/20204
SOUCIN AURORE	26/08/2024	
GABARD LOLA	26/08/2024	
BERTET LUCAS	16/12/2024	

EVENEMENTS IMPACTANTS LE COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE

Baisse significative des produits FC : non renouvellement d'action de formation en raison des baisses de financement public
 gestion RH et ajustement rapide de la charge : non renouvellement d'un contrat
 embauche d'une monitrice plus jeune dans le métier en remplacement de Mme Lindu
 bon recrutement en FI à la rentrée 2023

Visé par Pascal BERNARD
 Commissaire aux comptes

ACTIF IMMOBILISE 2024

CADRE A : IMMOBILISATIONS		Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
			Réévaluation exercice	Acquisitions créations
Frais d'établissement R&D	TOTAL 1	- €	- €	- €
Autres postes d'immo. Incorporables	TOTAL 2	13 698 €	- €	- €
Terrains		11 185		
Constructions sur sol propre		2 025 771		
Constructions sur sol d'autrui		-		
Constructions, installations générales, agencement.		973 855		11 590
Installations techniques, matériel et outillage ind.		37 022		6 332
Installations générales, agencis., aménags. dives		653 875		2 080,25
Autres matériels de transport		49 304		
Matériel de bureau et informatique, mobilier		221 790		7 451,63
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		-		
Avances et acomptes				
	TOTAL 3	3 972 802 €	- €	27 454 €
Participations évaluées par mise en équivalence		-		-
Autres participations		3 845		-
Autres titres immobilisés				-
Prêts & autres immobilisations financières		16 241	0	
	TOTAL 4	20 086	- €	-
	TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)	4 006 586 €	- €	27 454 €

03/03/2025

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

CADRE B	2024	Diminutions		Valeur brute des immobilisations en fin d'exercice	Réévaluation légale ou évaluation par mise en équivalence Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice
		IMMOBILISATIONS			
		Par virement	Par cession		
Frais d'établissement R&D	TOTAL 1	- €	- €	13 698,00 €	- €
Autres postes d'immo. incorporelles	TOTAL 2	- €	- €	11 184,87	- €
Terrains				2 025 771,18	
Constructions	sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	Inst. gales., agencis. et am. const.			985 445,07	
				43 354	
Installations techniques matériel et outillage				655 955	
Autres immo. corporelles	Inst. gales., agencis., aménagement divers				
	Matériel de transport			49 304	
	Matériel de bureau & informatique			101 987	
	Mobilier			127 254	
Immobilisations corporelles en cours				-	
Avances & acomptes					
	TOTAL 3	- €	- €	4 000 255 €	- €
Participations évaluées par mise en équivalence				-	
Autres participations				3 845	
Autres titres immobilisés			-		
Prêts & autres immobilisations financières				16 241	
	TOTAL 4	- €	- €	20 086 €	- €
	TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)	- €	- €	4 034 039,24 €	- €

AMORTISSEMENTS 2024

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE			
Immobilisations amortissables		Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
Frais d'établissement, de recherche et développement		-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles		7 342	4 124	-	11 466
Terrains					-
Constructions	sur sol propre	736 198	45 839	-	782 037
	sur sol d'autrui	-			-
	installations générales	910 504	14 349	-	924 853
Installations techniques, matériel et outillage industriels		35 586	1 345	-	36 931
Autres immobilisation corporelles	installations générales	640 883	4 740	-	645 623
	matériel de transport	49 304			49 304
	matériel de bureau	33 814	3 789	-	37 603
	meublier	172 284	2 965	-	175 249
TOTAL 3		2 578 573 €	73 027 €	- €	2 651 600 €
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3)		2 585 915 €	77 151 €	- €	2 663 066 €

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

PROVISIONS 2024

NATURE DES PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations except. 30%				
Provisions fiscales pour implant. à l'étranger				
Provisions fiscales pour implant. à l'étranger				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL 1	- €	- €	- €	- €
Provisions pour litiges				
Provisions garanties données aux clients				
Provisions pertes de marché à terme				
Provisions amendes & pénalités				
Provisions pertes de change				
Provisions pensions & obligations				
Provisions pour impôts				
Provisions renouvellement des				
Provisions grosses réparations				
Provisions charges sociales et fiscales sur				
Autres provisions pour risques et charges	61 556 €	15 778 €	0	77 334,00 €
TOTAL 2	61 556 €	15 778 €	- €	77 334 €
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations titres équivalence				
Immobilisations financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients N° 491	103 654 €	30 556 €	55 468 €	78 741,81 €
Autres pour dépréciations N° 495		-		- €
TOTAL 3	103 654 €	30 556 €	55 468 €	78 742 €
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3)	165 210 €	46 334 €	55 468 €	156 076 €
dont	- d'exploitation	46 334 €	55 468 €	
dotations	- financières		-	
et reprises	- exceptionnelles	-		
Titres mis en équivalence				

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

03/03/2025

ECHEANCES, CREANCES et DETTES 2024

CADRE A		ETAT DES CREANCES	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an
Créances rattachées à des participations					
Prêts					
Autres immobilisations financières			16 241 €		16 241 €
Clients douteux ou litigieux			30 840 €		30 840 €
Autres créances clients			121 242 €	68 236 €	53 006 €
Créances r. de titres prêtés			-		
Personnel et comptes rattachés			-	-	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				- €	
État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices				
	Taxe sur la valeur ajoutée		- €	- €	
	Autres impôts, taxes et versements assimilés		3 506 €	3 506 €	
	Divers			- €	
Groupe et associés (comptes débiteurs)			7 341 €	7 341 €	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de			- €	- €	
Charges constatées d'avance			14 144 €	14 144 €	
TOTAUX			193 313 €	93 226 €	100 087 €
Montant des	prêts accordés en cours d'exercice				
	remboursements obtenus en cours d'exercice				
	Prêts et avances consentis aux associés				

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

ECHEANCES, CREANCES et DETTES 2024

CADRE B	ÉTAT DES DETTES	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an et 5 ans au plus	À plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 2 ans max. à l'origine	192	192		
	à plus de 2 ans à l'origine	548 963 €	53 225 €	224 494 €	271 244 €
Emprunts et dettes financières divers					
Fournisseurs et comptes rattachés		58 454 €	58 454 €		
Personnel et comptes rattachés		5 028 €	5 028 €		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		38 104 €	38 104 €		
État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices		- €		
	Taxe sur valeur ajoutée		- €		
	Obligations cautionnées		- €		
	Autres impôts, taxes et assimilés	32 817 €	32 817 €		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			- €		
Groupe et associés		50 556 €	50 556 €		
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		- €	- €		
Dette représentative de titres emp.		- €	- €		
Produits constatés d'avance		385 €	385 €		
TOTAUX		734 500 €	238 761 €	224 494 €	271 244 €
Emprunts souscrits en cours d'exercice		-			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		70 736 €			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques					

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

03/03/2025

Charges et produits constatés d'avance 2024

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	14 143,66 €	384,80 €
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	14 143,66 €	384,80 €

Détails des charges constatées d'avance à la clôture de l'exercice :

OVHCLOUD SITE 56,72*329/365	51,13 €
CM CIC GE CAPITAL LOYER 8532,53*1/3	2 844,18 €
JEUNESSE pass 606,91*159/365	264,38 €
JEUNESSE Transférance 1103,7*159/365	480,79 €
RENTOKIL TRAIT SOURIS 766,31*9/12	574,73 €
NOODO WIFI ELEVE 214,56*8/12	143,04 €
GROUPAMA 2025	9 227,82 €
BWT France CONTRAT EAU 681,16*3/12	170,29 €
CLUB ENTREPRISE 300*6/12	150,00 €
LE CEDRE 962,40*90/365	237,30 €
	14 143,66 €

Détails des produits constatés d'avance à la clôture de l'exercice :

CAPA SAPER SAVARIT MELISSA 2024

384,80 €

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

Engagements financiers 2024

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements en matière de retraite	
Autres engagements donnés :	
Engagements en matière de crédit-bail	
TOTAL	- €
(1) dont concernant :	
• les dirigeants	
• les filiales	
• les participations	
• les autres entreprises liées	
• les engagements assortis de sûretés réelles	

Engagements reçus	Montant
Plafonds des découverts autorisés CRCA	30 000 €
Plafonds des découverts autorisés CREDIT MUTUEL	-
Avals et cautions reçus	
Autres engagements reçus :	
Biens reçus en crédit-bail	
TOTAL	30 000 €

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

03/03/2025

Dettes garanties par des sûretés réelles 2024

	Montant garanti
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	548 963 €
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses :	
TOTAL	548 963 €

Garanties bancaires prises sur les emprunts en cours

Montant prêt

Prêt N°0315741704302 Nouvelle MFR
Montant prêt Crédit Mutuel : 1 500 000€
Renégociation du prêt capital restant dû suite à l'avenant : 711 871 €
Pas de caution solidaire
Hypothèque Immobilière conventionnelle : 750 000€ *
* Montant garanti à l'origine, dans la limite de la créance restant due

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

ANNEXE COMPTABLE : CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION (art. 431-9 du Règlement)

La MFR doit fournir une information sur les montants des concours publics et les subventions d'exploitation qui lui ont été octroyés dans l'exercice en distinguant :

La nature du concours ou de la subvention octroyé soit concours public ou subvention d'exploitation
(cf doc intranet Plan comptable des MFR fiche explicative des comptes p 41-42)

N° C/PTE	NATURE	CONCOURS PUBLICS	Destination du versement	MONTANT
74111	Taxe apprentissage		Taxe apprentissage solde 13%	17 845,56 €
74113	Organisation des examens	Subventions (hors Ministère de l'Agriculture)		- €
74118	Autres subventions de l'Etat	Subventions (hors Ministère de l'Agriculture)		2 025,00 €
74181	Subventions de fonctionnement	Subventions (Ministère de l'Agriculture)		550 869,00 €
74188	Autres subventions du Ministère de l'Agriculture	Subventions (Ministère de l'Agriculture)		- €
74418	Autres aides	FR NA	Fédération Régionales Nouvelle-Aquitaine suite AG FRNA	- €
744211	Subv Fonct Scolaire	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS	Région Voyage	3 590,00 €
744212	Subv Fonct App	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS		- €
744213	Subv Fonct FC	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS		- €
744214	Autres Subv Fonct	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS		- €
744261	Aide à la mobilité Scolaire	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS		- €
744262	Aide à la mobilité des apprentis	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS		- €
744263	Aide à la mobilité des stagiaires FC	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS		- €
744271	Fonds Social scolaire	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS		- €
744272	Fonds Social apprentis	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS		- €
744281	Autres aides aux scolaires	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS		- €
74428302	Aides CRFH AEG	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS		- €
744282	Autres aides aux apprentis	Aides CRFH AEG	Subvention : ppts à l'assiette	2 405,25 €
74431	Subv CD des scolaires	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS	Aides CRFH AEG	500,00 €
74432	Subv CD des apprentis	Subventions (Conseil Départemental)		- €
74433	Subv CD des stagiaires FC	Subventions (Conseil Départemental)	Subventions (Conseil Départemental) 4ème-3ème	3 570,00 €
7444	Subventions Communes & Groupements	Subventions (Conseil Départemental)		- €
74461	sub° organisme internat. scol	Subventions Communes & Groupements		- €
74462	sub° organisme internat. apprentis	Subventions organismes internationaux	Subventions Communes & Groupements	830,00 €
74463	sub° organisme internat. FC	Subventions organismes internationaux		- €
74481	Subv Chambre Agriculture	Autres organismes internationaux		- €
74482	Subv MSA	Autres organismes publics		- €
74489	Autres subv organismes publics	Autres organismes publics	Subv MSA	- €
7448		Autres subventions d'exploitation	Subv UDAF 17	1 365,00 €
				370,76 €
			TOTAL	623 371,57 €

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

ANNEXE COMPTABLE : SUBVENTIONS INVESTISSEMENTS

131 - SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT

LIBELLES (nature)	Date de versement	Durée d'amortissement	Montant	AUTRES					
				1311	1312	1313	1314	1315	1317
				origine ETAT Destination	origine REGION Destination	origine DEPARTEMENT Destination	origine COMMUNES Destination	origine COLLECTIVITES PUBLIQUES Destination	origine ENTREPRISES & ORGANISMES PAYES Destination
									13185
									origine OPCO Destination
									13186
									origine ORGANISMES INTERNATIONAUX Destination
Subvention Investissement 2024	02/12/2024	60	2 520,00 €			2 520,00 €			
Subvention Mise aux Normes 2024	02/12/2024	60	5 531,00 €			5 531,00 €			
Subvention NTIC 2024	02/12/2024	36	1 500,00 €			1 500,00 €			
				- €	- €	- €	- €	- €	- €
			9 551,00 €						
			VERIFICATION						
			9 551,00 €						



PASCAL BERNARD
Expert-comptable
Inscrit au tableau de l'ordre de Poitiers
Inscrit au tableau de l'ordre d'Angers
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Poitiers

Secteur services

Le Pavé

17 210 CHEVANCEAUX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024

présenté à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 21 MARS 2025

5, rue Paul-Émile Victor - BP 50282
85007 LA ROCHE-SUR-YON CEDEX
02 51 37 07 78
p.bernard@adecia.fr

ANGERS CHALLANS CHOLET LA ROCHE-SUR-YON LES HERBIERS NANTES NORD ET SUD NIORT

TVA intracommunautaire FR 73 414 142 943 APE 6920Z SIRET 414 142 943 00029
Membre d'une Association Agréée, le règlement des honoraires par chèque est accepté

www.adecia.fr



MAISON FAMILIALE DE CHEVANCEAUX Secteur Services

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2024

A l'assemblée générale de l'Association MFR,

OPINION

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « **MAISON FAMILIALE RURALE** » relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2024** tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de mon rapport.



JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Je me suis assuré de la pertinence des approches mises en œuvre par la société sur la base des éléments disponibles à ce jour, ainsi que du caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations qui en résultent.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière du Conseil d'Administration et les comptes annuels adressés aux membres.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultats d'erreurs.



Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de la continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



Audecia
experts-comptables

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à La Roche-sur-Yon,

Le 27 février 2025

Pascal BERNARD

Commissaire aux comptes

